

Nigeria/Deux ans après son arrivée au pouvoir

Buhari aux abonnés absents

AFP

Abuja/Nigeria

Après y avoir séjourné en janvier-février, le président est reparti le 7 mai pour Londres pour un nouveau congé maladie.

DEUX ans jour pour jour après une arrivée au pouvoir qui avait suscité beaucoup d'espoirs, le président Muhammadu Buhari brille par son absence à la tête du Nigeria et le pays le plus peuplé d'Afrique est sans nouvelles de son dirigeant parti à Londres pour un nouveau congé maladie.

A l'occasion du "jour de la démocratie" hier, le vice-président Yemi Osinbajo, a prononcé un discours sur l'anniversaire de leur investiture commune, le 29 mai 2015, après la première victoire dans les urnes d'un opposant contre un président sortant de l'histoire du Nigeria.

Mais leur engagement de venir à bout de l'insurrection des islamistes de Boko Haram et d'une corruption endémique a été ternie par la récession économique, liée à la chute des prix du pétrole et par la brusque détérioration de l'état de santé du président Buhari, âgé de 74 ans.

L'ancien général a d'abord passé près de deux mois à Londres en janvier-février pour y être



Photo : AFP

L'ombre du président Muhammadu Buhari, reparti à Londres pour un congé maladie, a plané sur la célébration du "jour de la démocratie", hier.

soigné d'une maladie qui n'a jamais été dévoilée avant de repartir pour la capitale britannique il y a trois semaines, le 7 mai, pour raisons médicales. Le président Buhari devait participer au G7 le week-end dernier en Italie mais il y a été représenté par M. Osinbajo. Et à l'occasion de ce "jour de la démocratie" qui marque au Nigeria le rétablissement du pouvoir civil en 1999 après une longue période de régime militaire, des Nigériens s'attendaient à un éventuel message enregistré

du président Buhari. Mais dans son discours, le vice-président Osinbajo s'est contenté de transmettre "les bons vœux du président Muhammadu Buhari, qui comme nous le savons tous, se trouve hors du pays en congé médical". Il a également demandé à la population de "continuer à prier pour que notre président retrouve force et santé et effectue un bon retour" au Nigeria. Les interrogations sur la santé de M. Buhari et sa capacité à remplir ses fonctions ont progressivement pris le pas sur le

reste du calendrier politique, particulièrement au cours des trois dernières semaines. La présidence a fait savoir la semaine dernière à la presse qu'elle ne répondrait plus aux questions sur le sujet alors que son entourage assurait, lors du premier séjour du président à Londres, qu'il était "en pleine forme". **ELECTIONS EN 2019** • A son retour en mars à Abuja, M. Buhari avait lui-même reconnu n'avoir "jamais été aussi malade" de sa vie et avoir subi des transfusions de sang.

Depuis, ses apparitions publiques ont été rares. Il a manqué une série de conseils des ministres, de prières du vendredi et même le mariage de son petit-fils.

En dépit d'un transfert officiel du pouvoir au vice-président, comme le prévoit la Constitution, la maladie du président Buhari a entraîné un positionnement précoce pour les élections de 2019 et des discussions sur la succession.

Comme le veut la tradition pour le "jour de la démocratie", M. Osinbajo a dressé un bilan de l'action de l'exécutif, vantant un affaiblissement de Boko Haram dans ses bastions du nord-est et la libération ou la découverte de plus d'une centaine des 219 lycéennes de Chibok, enlevées par les islamistes en 2014.

Le vice-président a également souligné les progrès réalisés dans la sécurisation des installations pétrolières dans le sud, cibles d'attaques de groupes armés en début d'année.

Il a réaffirmé la volonté du gouvernement d'éradiquer la corruption pendant le reste du mandat tout en reconnaissant que l'économie restait "le principal défi", en raison de la baisse des prix du pétrole qui a plongé le Nigeria, un des principaux producteurs d'Afrique, dans la récession depuis août dernier.

L'Afrique en bref

• **Burkina Faso/Politique.** Une coalition contre la "mal gouvernance" sur pied

Plusieurs organisations de la société civile burkinabè ont annoncé, dimanche à Ouagadougou, la création d'une coalition contre la "mal gouvernance" dont elles accusent le régime du président Roch Marc Christian Kaboré, appelant à "sauvegarder l'esprit de l'insurrection populaire" anti-Compaoré de 2014.

• **Cameroun/Politique.** Le SDF veut enquêter en zone anglophone

Le principal parti d'opposition au Cameroun, le Social Democratic Front (SDF), a indiqué hier qu'il allait enquêter sur des "meurtres" perpétrés par les forces de l'ordre dans les régions de la minorité anglophone du pays, dont les activistes défient depuis six mois le pouvoir central.

• **Centrafrique/Violences.** La condamnation de l'Onu

Les Nations unies ont condamné dimanche les dernières violences en Centrafrique, dénonçant une résurgence des tensions ethniques et religieuses qui a déjà fait plusieurs centaines de morts depuis le début du mois.

• **Kenya/Présidentielle.** Huit candidats en lice



Photo : AFP

La commission électorale kényane (IEBC) a validé hier huit candidatures pour la présidentielle du 8 août, dont le président sortant, Uhuru Kenyatta (photo), et son principal rival Raila Odinga.

• **Maroc/Politique.** Fin de cavale pour le leader de la contestation dans le nord

En cavale depuis deux jours, le leader de la contestation populaire dans le nord du Maroc, Nasser Zefzafi a été arrêté hier après avoir défié l'Etat pendant plus de six mois. M. Zefzafi était recherché depuis vendredi soir par la justice pour avoir interrompu le prêche d'un imam à la principale de la ville.

• **Niger/Islamistes.** Trois morts dans une attaque

Deux policiers nigériens et un civil ont été tués samedi dans une attaque "probablement terroriste" contre un poste de police près de la frontière du Burkina Faso, a indiqué dimanche le ministre nigérien de l'Intérieur. Le bureau du commissaire de police, où étaient stockées des armes, a été incendié et plusieurs armes emportées par les assaillants qui ont pris la fuite vers le Mali voisin.

RDCongo/Diplomatie

Sanctions de l'UE contre 8 responsables et un ex-rebelle

AFP

Bruxelles/Belgique

Trois ministres ou anciens ministres sont ainsi visés. Parmi eux, le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende.

L'UNION européenne a décidé hier d'infliger des sanctions à huit responsables de l'appareil sécuritaire en République démocratique du Congo, dont trois ministres ou anciens ministres, et un ex-chef rebelle pour de "graves violations des droits de l'homme".

Cette liste, publiée au Journal officiel de l'UE, s'ajoute à celle de sept personnes soumises à des sanctions depuis décembre 2016 "en réponse aux entraves au processus électoral et aux violations des droits de l'Homme qui y étaient liées", a indiqué le Conseil de l'UE dans un

communiqué. Ces sanctions, qui touchent notamment le directeur de l'Agence nationale de renseignement (ANR), Kalev Mutondo, "impliqué dans l'arrestation arbitraire d'opposants et de militants de la société civile consistant en un gel des avoirs et une interdiction de voyager dans l'Union". Parmi les responsables sanctionnés figure le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication, Lambert Mende, accusé d'être responsable de la "politique répressive menée envers les médias".

Le ministre de l'Intérieur Ramazani Shadari est sanctionné pour être responsable de l'arrestation d'activistes et d'opposants pour la répression violente contre des membres du mouvement Bundu Dia Kongo, la répression à Kinshasa en janvier et février dernier et celle dans les provinces

du Kasai. Son prédécesseur, Evariste Boshab, est lui visé pour avoir réprimé des manifestations en 2016 à Kinshasa pendant lesquelles "de nombreux civils ont été tués ou blessés par les forces de sécurité". Le gouverneur du Kasai central, Alex Kande Mupompa (exécutions extrajudiciaires), l'ancien gouverneur du Haut-Katanga Jean-Claude Kazembe (répression au cours de laquelle 12 civils ont été tués), le commandant de la 31e Brigade des Forces Armées de la RDC, Muhindo Akili Mundos (exécutions extrajudiciaires et massacres) sont également sur la liste.

EXECUTIONS DE FEMMES ET D'ENFANTS • Tout comme le général de brigade Eric Ruhorimbere (exécutions de miliciens, de femmes et d'enfants) et le chef du service de renseignement, Kalev Mutondo.

Le neuvième sanctionné est le chef de milices Gédéon Kyungu Mutanga qui a "contribué à de graves violations des droits de l'homme et à des crimes de guerre tels que des exécutions de civils au Katanga" (sud-est) et est actuellement actif au Kasai.

Interrogée par l'AFP à Kinshasa, une source gouvernementale congolaise a refusé de réagir officiellement.

"C'est très préoccupant", a néanmoins déclaré ce responsable sous le couvert de l'anonymat, accusant l'UE de chercher à "déstabiliser la RDC, comme la Libye ou l'Irak". Les sanctions interviennent au moment où l'UE reste "gravement préoccupée par la détérioration de la situation en RDC". La "crise dans le Kasai a atteint une ampleur exceptionnelle sur le plan à la fois sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme", selon le com-

munique publié à Bruxelles.

Depuis septembre 2016, la région du Kasai (centre du pays) est secouée par la rébellion de Kamwina Nsapu, chef traditionnel tué en août lors d'une opération militaire après s'être révolté contre les autorités de Kinshasa.

Selon l'ONU, ces violences ont fait plus de 400 morts et causé le déplacement de 1,27 million de personnes. D'après le député d'opposition Delly Sanga, le bilan de ces violences est de plus de 3 000 morts.

L'UE "exprime son inquiétude" quant aux retards pris par la "transition" politique, tandis que le président Joseph Kabila est toujours au pouvoir plus de cinq mois après la fin de son mandat.